

1980 - 1990

Argent, stress, individualisme, uniformisation

8 indicateurs pour repérer quelques changements de la décennie 80

Robert Rochefort

L'ARGENT DÉCULPABILISÉ

Voilà bien l'une des évolutions essentielles des années 80. Conséquence de l'adhésion aux valeurs de l'entreprise et à la reconnaissance des mérites de la réussite personnelle, les Français sont aujourd'hui beaucoup moins critiques sur l'échelle des rémunérations ①. Bien que le « capitalisme populaire » soit encore très éloigné de la réalité, l'évolution du taux de possession des valeurs mobilières est spectaculaire ②, surtout chez les jeunes adultes, que ne semble pas avoir découragés le krach d'octobre 1987.

CHACUN POUR SOI

Avant d'être un système de valeurs, l'individualisme d'aujourd'hui est d'abord une façon d'organiser sa vie « autour de soi », fût-ce avec d'autres. En voici deux exemples : contrairement au début des années 80, la limitation de l'usage de la voiture – objet-symbole d'identification s'il en est – apparaît aujourd'hui inacceptable ③ au prix de l'irrationalité collective auquel la multiplication des difficultés de circulation en centre ville aboutit. Si l'adhésion à des groupes et associations demeure importante, elle a bien changé de nature. Les syndicats continuent de voir leurs effectifs décroître, tandis que la pratique sportive en club (surtout pour les sports individuels) mobilise de plus en plus d'énergies ④.

LE PRIX DE LA CRISE

Au-delà de la montée du chômage et de ses conséquences immédiatement perceptibles, la « crise » a abouti à des remises en cause indirectes : perçus avec parfois quelque agressivité au début de la décennie comme des « protégés » face au chômage, les fonctionnaires et les salariés de l'Etat se sentent aujourd'hui les laissés-pour-compte du redémarrage économique ⑤ des dernières années et les perdants d'une redistribution des cartes qui favorise aujourd'hui « ceux du privé ». Compétitivité, « stress », nécessité de se dépasser, peur de perdre son emploi ou sentiment d'appartenir à des groupes sans perspective d'avenir ont un coût : l'insomnie, la nervosité, le mal au dos, la migraine, parfois qualifiés de « maux de société », ont connu une très forte croissance ⑥ qui semble toutefois marquer le pas depuis l'amélioration perceptible des conditions économiques au cours des quatre dernières années.

L'UNIFORMISATION S'ACCROÎT

L'opposition Paris-Province, traditionnellement l'une des plus marquées dans les modes de pensée, semble avoir vécu ⑦. Sur de nombreux sujets, les résidents de la capitale et de sa métropole sont aujourd'hui moins critiques, moins modernistes qu'ils ne l'étaient il y a dix ans, tandis que les habitants de province semblent rapidement les « rattraper ». Ce double mouvement, avec d'autres, contribue à façonner une France qui s'uniformise. Vecteur sans doute essentiel de cette évolution, la diffusion massive de la télévision que l'on cite ici afin de ne pas oublier que c'est au cours de la décennie 80 qu'elle parvient à occuper la place hégémonique qui est aujourd'hui la sienne ⑧ : près de trois Français sur quatre la regardent quotidiennement, contre seulement un sur deux il y a dix ans.

Les numéros renvoient aux huit sujets abordés ci-après.

Le 1^{er} janvier 1991

marque notre entrée calendaire dans la dernière décennie du xx^e siècle. Au premier abord, les années quatre-vingt peuvent apparaître comme ayant moins contribué à l'avancée de la société moderne que les décennies précédentes : années de crise, marquées par un fort taux de chômage ; années de restructurations industrielles massives laissant peu de place apparente à la créativité collective, aux grandes inventions technologiques et au changement social ; années de doute collectif et d'effondrement des certitudes idéologiques.

On ne saurait pourtant ignorer les transformations qui ont marqué les conditions de vie et les modes de pensée de ces dernières années. Car, en dix ans, des choses ont bien changé. Au fil de ses chroniques mensuelles, le CRÉDOC attire l'attention sur l'un ou l'autre des sujets de société et établit régulièrement une typologie globale qui permet de rendre compte de façon synthétique de l'évolution des opinions. Dans quelques mois, les résultats d'une nouvelle typologie incluront les données les plus récentes permettant de poursuivre cet éclairage.

Le tableau proposé ici est d'une tout autre nature. Il ne tend pas à présenter les principales caractéristiques de la société d'aujourd'hui, mais à mettre en valeur quelques sujets qui

rèvent des évolutions significatives de ces dix dernières années. Huit indicateurs statistiques, issus du système d'enquêtes « Aspirations et conditions de vie » du CRÉDOC ont été retenus. Certains mesurent des opinions, d'autres des pratiques effectives, mais ils ont un point commun : les niveaux qu'ils atteignent tous à la fin des années 80 sont très différents de ceux auxquels ils se situaient au début de cette décennie.

Le choix des sujets retenus est relativement arbitraire. Il ne reprend pas les thèmes traités dans les tout derniers numéros de *Consommation et Modes de vie* (les craintes modernes, la montée des personnes âgées, les attitudes face au chômage...). Bien sûr, cela ne signifie pas qu'ils sont moins importants. Ainsi nous ne traitons pas, dans ce numéro, des changements dans le domaine de la solidarité, car ceux-ci ont déjà donné lieu à de nombreuses publications du CRÉDOC, et d'autres sont en cours de réalisation sur ce thème, notamment sur le revenu minimum d'insertion...

Les huit indicateurs retenus

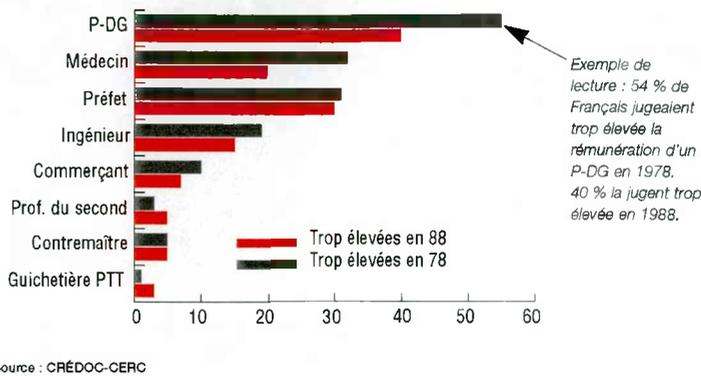
- 1 - Rémunérations
- 2 - Placements
- 3 - Automobile
- 4 - Vie sociale
- 5 - Privé - public
- 6 - Stress, insomnies...
- 7 - Paris - province
- 8 - Télévision



Les gros salaires ne sont plus aussi critiqués qu'il y a dix ans. Encore convient-il de distinguer les catégories à l'égard desquelles l'opinion a intégré l'idée qu'une baisse de leurs avantages s'était produite au cours de la décennie : médecins, commerçants et ceux pour lesquels les rémunérations importantes qu'ils continuent de percevoir apparaissent plus comme la juste contrepartie de leur responsabilité dans la production des richesses : P-DG, ingénieurs... Pour ces derniers, la moindre contestation de leurs rémunérations est à rapprocher de la diffusion des valeurs de l'entreprise. Cela peut expliquer *a contrario* que le sentiment critique à l'égard du traitement des préfets ne s'atténue que très peu. Au cours de la décennie 80,

L'égalitarisme n'a plus cours

Proportion de Français considérant que les rémunérations de certaines catégories professionnelles sont trop élevées à la fin 1978 et à la fin 1988



les inégalités se sont un peu creusées, essentiellement aux deux extrêmes de l'échelle sociale.

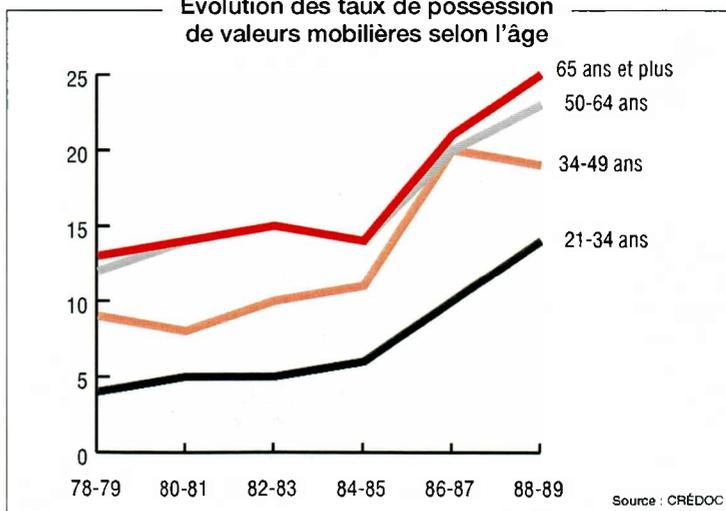
Lors de la publication des études qui en donnaient le résultat, au début de cette année, l'opinion s'en est émue. Ne doit-on pas voir pourtant que l'accroissement des inégalités est – au moins pour une part – en évolution cohérente avec celle des opinions à l'égard des rémunérations ?



Au début de cette année, 19 % des Français adultes déclaraient posséder des valeurs mobilières. Si ce résultat est en léger retrait (de 1 %) par rapport à l'année précédente – conséquence probable d'un abandon du marché par certains petits épargnants, surtout entre 35 et 49 ans, échaudés par le krach de l'automne 1987 – il se situe néanmoins à plus du double de celui observé il y a dix ans (8 %). Le « capitalisme populaire » n'est pas encore une réalité, mais la diffusion de l'actionnariat touche toutes les classes d'âge. La tendance a démarré avant la mise en place des privatisations de la période 1986-1987, même si elle s'est amplifiée à cette occasion, et ne semble pas s'infléchir chez les plus jeunes adultes au cours des an-

Actions et obligations remplacent le bas de laine

Évolution des taux de possession de valeurs mobilières selon l'âge



nées les plus récentes. A la différence des placements traditionnels de « pères de famille » (immobilier, livret de Caisse d'Épargne), le placement en actions ou obligations résulte d'abord du désir de bénéficier de rémunérations et de plus-values élevées.

A la logique de précaution (le bas de laine), se substitue une conception moderne qui se fonde d'abord sur le rendement.

PRIVÉ-PUBLIC 5

vingt que l'on a perçu toutes les conséquences de la crise commencée bien plus tôt et le redémarrage de la croissance des années récentes ne semble pas encore s'être traduit dans les mentalités d'aujourd'hui en favorisant un regain d'intérêt et de mobilisation autour des enjeux collectifs de la fin de ce siècle.

Signalons enfin qu'il serait présomptueux de penser rendre compte intégralement de l'évolution des pratiques et des mentalités à partir du seul instrument des enquêtes par sondage, même si celui constitue notre matériau principal.

Il est clair par exemple que, simultanément aux résultats présentés ici, se sont développés, au cours des années passées, des tissus de solidarité de proximité (tant familiale qu'au sein des cages d'escalier) sans lesquels les conséquences des grandes difficultés sociales issues des formes de chômage les moins bien couvertes auraient été vécues encore plus difficilement.

Il est vrai également que le désenchantement à l'égard des engagements collectifs exprime aussi un désir profond d'authenticité, un dégoût face à ce qui souvent, dans le passé, a pu n'apparaître que discours et bonnes intentions sans grande prise avec la réalité des faits.

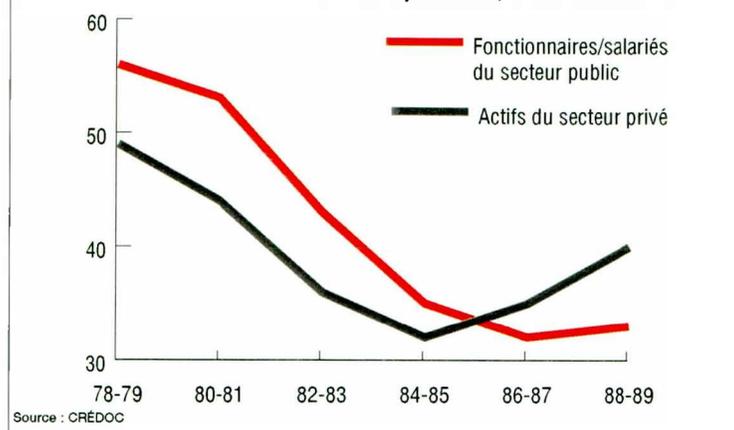
La perception de la dégradation des conditions de vie s'est amplifiée jusqu'au milieu des années quatre-vingt. Jusqu'alors, cela semblait aller moins mal pour les fonctionnaires et les salariés du public que pour les salariés du secteur privé. La

sortie de la crise semble avoir inversé ces positions respectives. «Ceux du privé» ont ressenti plus tôt une amélioration de leur situation financière (dès 1986-1987), suivie d'une accélération très sensible au cours des années suivantes, alors que «ceux du public» ne retrouvent un certain optimisme qu'à partir de 1988-1989. Se percevant «eux-mêmes» comme relativement «protégés» au plus fort de la crise, les fonctionnaires se considèrent aujourd'hui comme «décrochés» du train de la croissance. Si elle doit se pour-

suivre, la perception par les fonctionnaires et assimilés d'une dégradation de leur situation financière relative constituerait un signe tout aussi inquiétant pour la cohésion sociale que le sentiment ressenti il y a quelques années par les salariés du secteur privé d'être les seuls réellement exposés aux risques du chômage. Il est à noter que les résultats présentés ici n'incluent pas l'année 1990 au cours de laquelle certaines catégories de fonctionnaires ont bénéficié d'une revalorisation de leur profession.

L'inquiétude change de camp

Proportion d'actifs du secteur privé et du secteur public considérant que l'évolution de leur niveau de vie, au cours des dix années passées, s'est améliorée



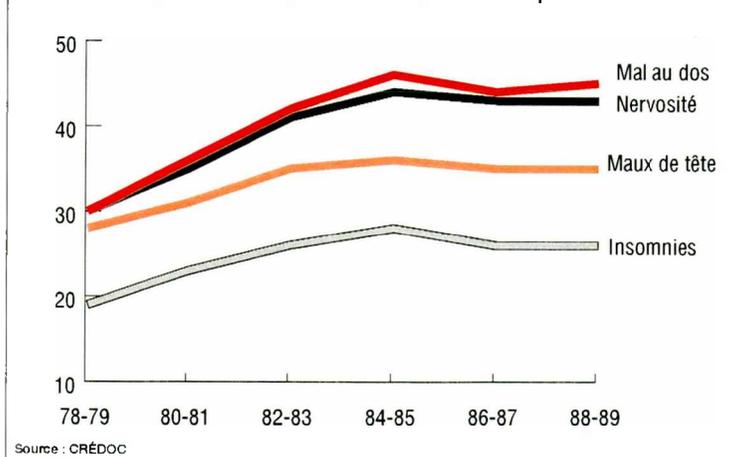
STRESS, INSOMNIES 6

En dix ans, la proportion de Français déclarant souffrir de mal au dos (45 % en 1988-1989), de nervosité (44 %) ou d'insomnies (28 %) a progressé environ de moitié. La fréquence de personnes souffrant de maux de tête (35 %) n'est, quant à elle, en croissance «que» de 20 %. Les morbidités ressenties, les symptômes de ce que l'on appelle les maladies du siècle apparaissent clairement corrélés avec l'état de la situation économique ou, en tout cas, avec sa perception.

On assiste à une stabilisation, voire à une légère décroissance, de leur déclaration au

Les révélateurs des difficultés professionnelles

Proportion de Français déclarant avoir souffert de certains troubles au cours des quatre



cours des quatre dernières années. Véritable indice du «mal de vivre», la reconnaissance de ces morbidités est maximale chez les «employés».

A l'inverse, les cadres dont le «stress» est souvent mis en avant de façon «positive», déclarent en souffrir beaucoup moins.

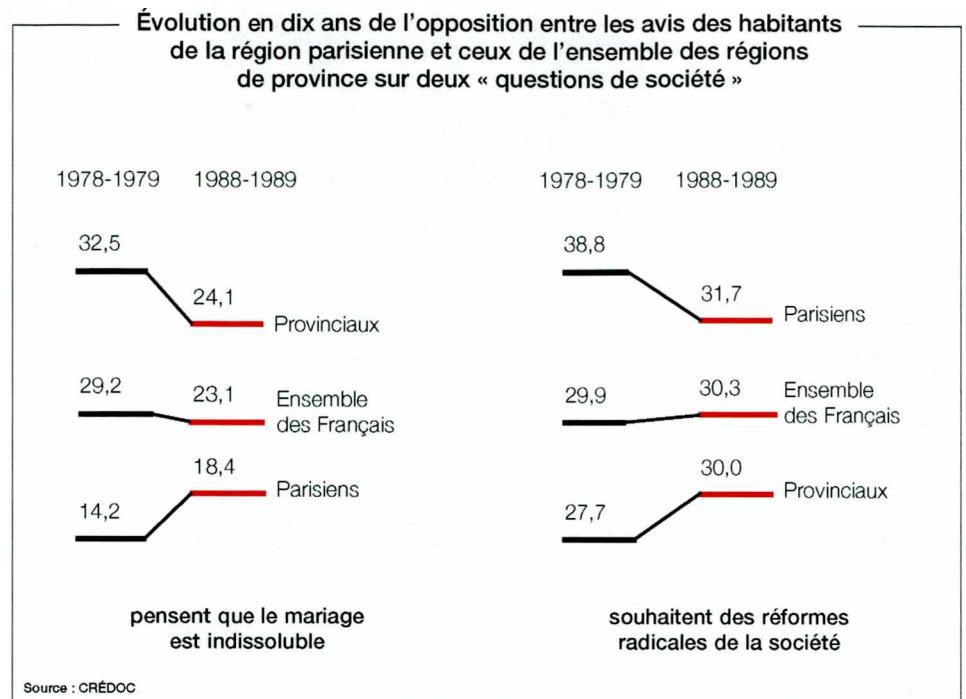


La fin d'une opposition

L'opposition classique entre la « façon de voir » des Parisiens et celle des provinciaux s'est largement amenuisée : que cela concerne les images de la vie de couple, les changements espérés de la société d'aujourd'hui, les provinciaux n'apparaissent plus « à la traîne », leurs opinions ont très sensiblement évolué au cours de la décennie passée, ils sont devenus plus modernistes.

A l'inverse, le retour en force de certaines valeurs traditionnelles sur les mêmes thèmes s'observe d'abord chez les habitants de la région parisienne. Cet effet de balancier annonce-t-il un retournement général de tendance des opinions dont les Parisiens seraient, une fois encore, les précurseurs, ou signifie-t-il que la vieille confrontation Paris-province est en train de disparaître ?

Cet effet résulte certainement de l'uniformisation des modes de vie que permet l'extension des marchés de consommation, de l'augmentation de la fréquence des dépla-



cements (de loisirs, mais aussi dans les carrières professionnelles) et de la diffusion

croissante des moyens de communication nationaux.



La « culture télé » est devenue hégémonique

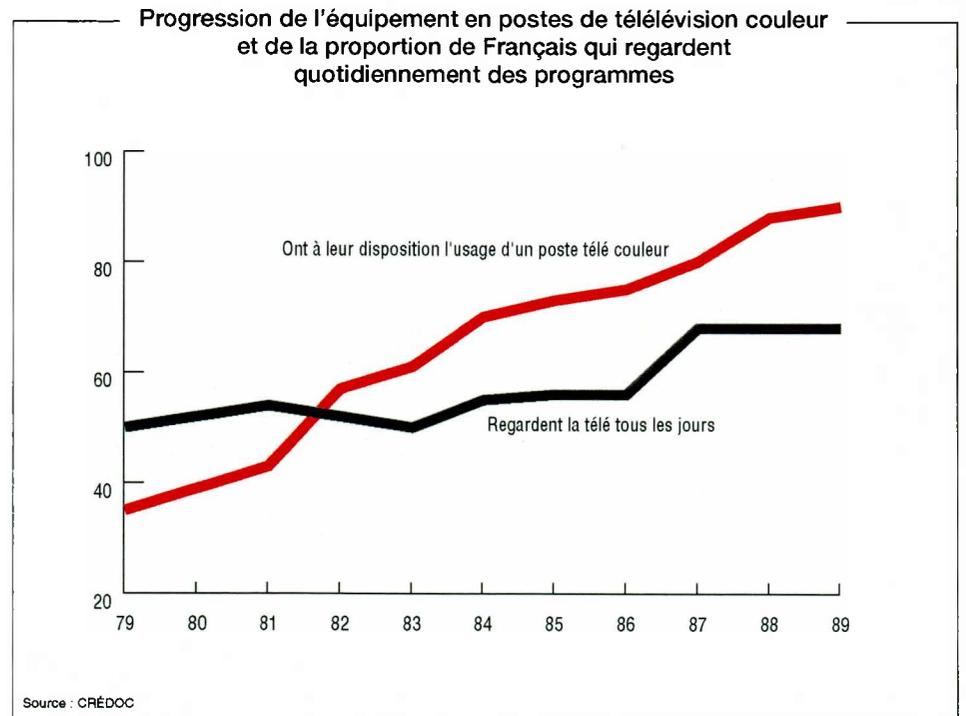
Depuis longtemps, la télévision fait partie de notre paysage domestique. Il peut paraître surprenant de la faire figurer au nombre des changements de la dernière décennie. Pourtant, la diffusion de sa forme la plus réaliste : « la télé couleur » appartient aux années 80.

Il y a dix ans, un tiers des Français avaient l'usage d'un récepteur couleur, alors que, aujourd'hui, seulement moins d'un sur dix n'en est pas équipé.

Grand facteur d'uniformisation, la « culture télé » est devenue hégémonique au cours de cette décennie. La proportion des Français (3 sur 4) qui regardent des programmes « tous les jours » a progressé de plus de 40 % en dix ans.

Les formes culturelles concurrentes qui en ont le plus souffert sont incontestablement la lecture (à la fois d'ouvrages et de quotidiens) et le théâtre.

Parce qu'elle occupe le temps laissé disponible aux deux extrémités du cycle de vie (enfance et âge de la retraite), parce qu'elle semble préserver l'intégrité de l'individu « derrière » son petit écran, alors qu'elle



en façon très largement les modes de pensée et les styles de vie, la télévision a probablement beaucoup contribué, dans les années récentes, aux différentes évolu-

tions mises en évidence dans ces pages : montée de la culture de l'argent, des valeurs de l'entreprise, fin d'une opposition Paris-province.

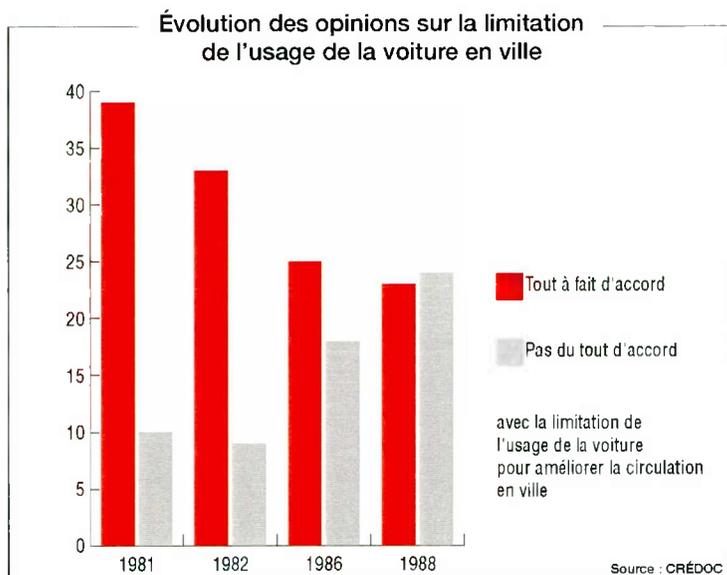
AUTOMOBILE

Une opinion qui exprime clairement la poussée individualiste des années 80

Au sein de la ville, la voiture n'est pas qu'un moyen de transport. Elle permet une représentation de soi et garantit à son utilisateur une grande indépendance dans le temps et dans l'espace, tout au moins en théorie. La voiture constitue ainsi un objet-clé dans l'expression de l'individualisme

moderne. Pour certains, limiter le droit d'utilisation de l'automobile constitue une atteinte aux libertés individuelles.

Bien que les densités de trafic urbain ne cessent de provoquer des difficultés croissantes de circulation, il y a aujourd'hui plus



de Français farouchement opposés à la limitation de l'usage de la voiture en ville que de partisans de cette opinion. Cette opinion a beaucoup bougé au cours des années quatre-vingt au début desquelles semblait prévaloir un plus grand esprit de rationalité civique.

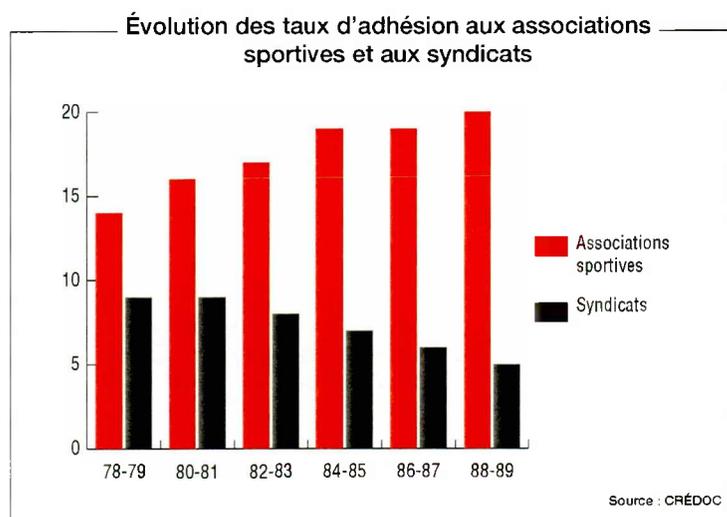
VIE SOCIALE

La pratique associative change de nature

Si la vie associative – au sens large – est en plein essor, celui-ci recouvre une évolution structurelle dont on peut mesurer l'ampleur en constatant la chute de l'appartenance syndicale et la croissance de l'adhésion aux clubs de sports, phénomènes concomitants, révélateurs de l'état

des esprits des années quatre-vingt. Dans le domaine sportif, ce sont essentiellement les activités individuelles qui connaissent les progressions les plus vives.

Le combat avec «un autre» (cas des sports «duels» comme le tennis) ou avec les «forces de la nature» (escalade, pratique de raids) simule le défi permanent qui consiste à se mesurer d'abord avec soi-même et reproduit là



une compétition réalisée sur le terrain professionnel, telle qu'elle est aujourd'hui valorisée.

Quant à la pratique syndicale fondée sur l'action collective organisée et non éphémère, elle se heurte à la poussée individualiste. Au sein de la population active, elle tombe à 10% aujourd'hui, contre 15 % il y a dix ans.

Incontestablement, le tableau d'ensemble dressé ici laisse transparaître certains signes évidents d'interrogations ou d'inquiétudes. La montée de l'individualisme, le retour des valeurs de la compétition, le choix de formes de socialisation adaptée à ces évolutions, leurs conséquences, tels que les mesurent nos statistiques, semblent cohérents avec de nombreuses analyses effectuées sur la société contemporaine.

Encore convient-il de distinguer ce qui ressort de l'étude des changements sur très longues périodes (l'individualisme moderne issu des «Lumières» du XVIII^e siècle et du mode de production économique libéral), et de celle des mouvements qui affectent la société en cycles plus courts, faisant alterner des périodes marquées par une grande ouverture et un désir de développement général et des mouvements au cours desquels semblent prévaloir les signes de repli sur soi et d'atonie collective.

La situation actuelle pourrait nous amener à formuler l'hypothèse que ces cycles en termes de perceptions sociales ne sont pas exactement identiques à ceux de l'activité économique, mais sont au contraire en léger décalage : ce n'est qu'à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-

Les années 90

Quels sont les changements qui interviendront dans la décennie 90? Peut-on faire des prévisions, de la prospective en ce domaine? Voici quelques pistes sur quatre sujets non abordés jusqu'ici.

L'état de santé des plus âgés

Si l'augmentation du poids des personnes âgées est aujourd'hui un thème largement traité, avec des conséquences prévisibles sur le financement des retraites, en revanche une inconnue très importante demeure : l'état des progrès médicaux dans les années à venir et, plus spécialement, leur capacité à soulager la morbidité des plus âgés.

Si la médecine semble piétiner dans le traitement des maladies invalidantes physiques et psychiques (comme la maladie d'Alzheimer), une proportion importante des 4 millions de plus de 75 ans que connaîtra la France de l'an 2000 devront être pris en charge longtemps. Cela générera des coûts sociaux très lourds et façonnera une demande de biens de consommation spécifiquement adaptés à cet état. *Si, à l'inverse, la médecine fait disparaître les affections dégénératives, on pourra alors parler d'un véritable « printemps des arrière-grands-parents » dont les répercussions seront perceptibles à la fois en termes de modes de consommation, de façons de penser et de priorités sociales.*

L'état actuel des développements de la médecine nous inciterait plutôt à prévoir qu'une telle évolution ne devrait pas se produire dans la décennie présente, mais plus vraisemblablement dans les suivantes.

Le statut de la technique

Nous sommes au début d'une période où de nouveaux changements liés à la technique dans les modes de vie des ménages se dessinent : la maison « intelligente », bourrée de commandes programmables à distance, la télévision interactive, les nouvelles technologies que développent les télécommunications, la mise au point d'automates individuels pour mieux « autocontrôler » son état de santé et adapter finement les dosages des médicaments sont quelques-uns des progrès qui tenteront de se répandre au cours de cette décennie.

Contribueront-ils à accroître l'autonomie, la responsabilité de chacun, ou développeront-ils une attitude de plus en plus passive de la part de leurs utilisateurs ?

Les succès mitigés de l'utilisation du Minitel et de la micro-informatique domestique (mis à part les seules « consoles de jeux »), peuvent faire craindre une difficile diffusion des inventions à fort potentiel, mais qui demandent une participation active des utilisateurs. A l'inverse, la constitution progressive d'une société dans laquelle toutes les générations auraient été habituées à l'utilisation intensive et maîtrisée de la technique, auraient « appris à apprendre » tout au long du cycle de vie, pourrait faire espérer un réel progrès de la culture perçue comme permettant un accroissement de la liberté de l'homme.

L'ouverture européenne

Programmées comme l'un des événements majeurs des années à venir, les transformations dans les modes de vie et de pensée qui en résulteront risquent de ne toucher, au cours de cette décennie, qu'une minorité, une « élite » économique, sociale et culturelle.

S'il est capital de valoriser, dans les cursus de formation à venir, la maîtrise des langues étrangères ainsi que la réalisation de stages de longue durée chez des partenaires européens, ces aspects ne doivent pas être réservés aux seuls futurs cadres et ingénieurs de l'industrie et du commerce. Il serait par exemple assez paradoxal que cette évolution ne touche pas la formation des enseignants, c'est-à-dire de ceux qui sont au premier rang de la transformation nécessaire du système éducatif.

L'ouverture internationale peut - au moins pour un certain temps - porter en germe la possibilité de reconstitution d'une France à deux vitesses, ce qui risquerait de provoquer certains réflexes de rejet à son égard.

Le besoin de rêver

Dans quels domaines se déploiera l'imaginaire collectif ?

Face à une insertion professionnelle qui nécessite des efforts intensifs mobilisés de plus en plus tôt, une concurrence exacerbée entre individus qui laisse peu de temps à l'acte gratuit, la tentation est grande de proposer au rêve, à l'utopique, des schémas tout faits : du « prêt-à-rêver », du « prêt-à-croire ».

S'agira-t-il d'un retour en force du spirituel ou du religieux, qui se présenterait plutôt comme une fuite globale vers l'irrationnel ou l'émotionnel ? Ou bien, maîtrisant leurs racines et leurs potentiels d'adaptation, nos sociétés et les hommes qui les constituent aborderont-ils de façon raisonnée les défis de leur avenir, aptes à assumer les choix - notamment éthiques - auxquels nous ne pouvons échapper ?

Pour en savoir plus

Toutes les données statistiques présentées ici sont issues du système d'enquêtes « Aspirations et conditions de vie des Français » que réalise le CRÉDOC depuis 1978. Celui-ci a disposé d'un financement associatif actuellement 19 institutions (ministères, établissements publics, entreprises...). Des études à caractère synthétique sont régulièrement produites à partir de ce système d'information dont les rapports sont disponibles, après un certain délai, à la vente au CRÉDOC.

Documents récemment parus :

- **Les inégalités en France et leur évolution depuis une dizaine d'années**, par G. Hatchuel, V. Payet-Thouvenot, G. Poquet. Collection des rapports du CRÉDOC n° 83, février 1990.

- **Les Français et le chômage**, par C. Duflos. Collection des rapports du CRÉDOC n° 76, mars 1990.

Consommation et Modes de vie

Publication du Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie (CRÉDOC)

Directeur de la publication :
Robert Rochefort

Rédacteur en chef :
Yvon Rendu

Relations publiques :
Brigitte Ezvan

142, rue du Chevaleret, 75013 Paris
Tél. : (1) 40 77 85 00 - (1) 40 77 85 10

Diffusion par abonnement uniquement
160 francs par an - Environ 10 numéros.

Commission paritaire n° 2193 - AD/PC/DC

Réalisation :
La Souris : 45 21 12 56